

# Fiche de données sur le financement de la santé reproductive et la planification familiale au Sénégal



## Dépenses de santé au Sénégal

En 2022, les dépenses publiques de santé par habitant étaient de

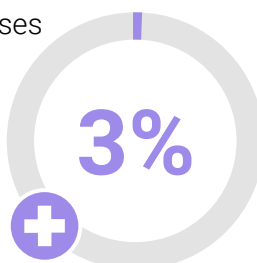
**22,206\*** FCFA  
/\$US37.<sup>1</sup>



Une dépense publique annuelle d'au moins **86 dollars US** par habitant est nécessaire pour que les pays à revenu faible ou intermédiaire puissent fournir un ensemble de services essentiels.<sup>2</sup>

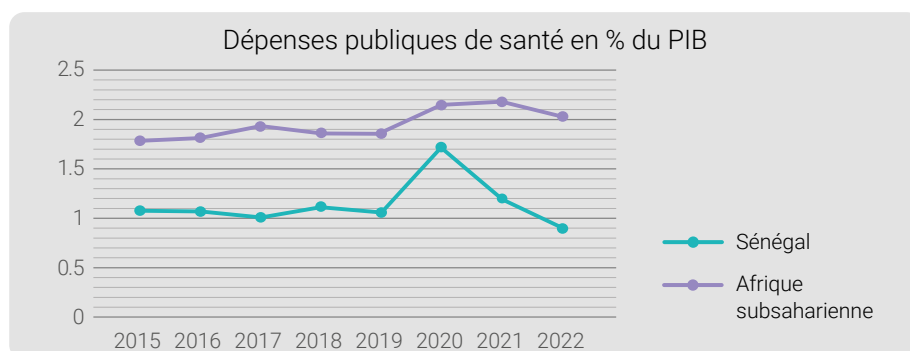
\*avec 1 dollar estimé à 600 FCFA.

En 2022, les dépenses publiques de santé représentaient **3%** des dépenses publiques totales.<sup>3</sup>



En 2001, les États membres de l'Union africaine (UA) se sont engagés à consacrer au moins **15%** de leur budget national à la santé.<sup>4</sup>

Les dépenses publiques de santé représentaient 0.9 du PIB en 2022<sup>5</sup>

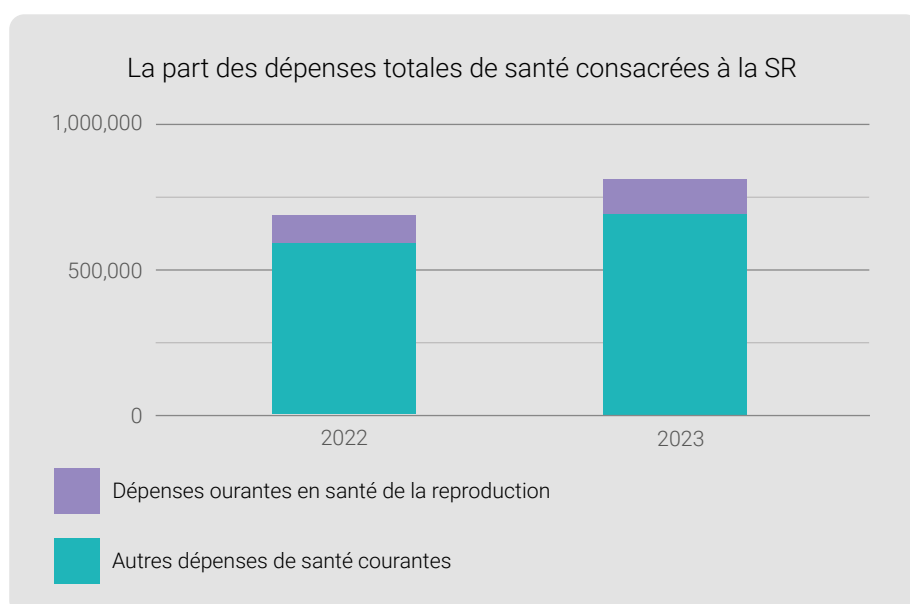


Il est largement reconnu que pour atteindre la CSU, les gouvernements doivent consacrer **au moins 5 à 6 %** de leur PIB aux soins de santé.<sup>6</sup>

## Dépenses en santé de la reproduction (SR) au Sénégal

En 2023, la santé reproductive représentait 15% des dépenses de santé récurrentes totales, contre **14%** en 2022. Cela représente une augmentation de **22%** en terme réel.<sup>7</sup>

Pendant, la majorité du financement de la SR en 2023 était destinée aux accouchements (37%) et à la santé maternelle (17%), avec seulement **8%** pour la PF.



# D'où proviennent la plupart des fonds destinés à la santé reproductive en 2023?<sup>7</sup>

## Les ménages



**27%**

[+37% de 2022 à 2023]

Les ménages restent une source importante et croissante de financement de la SR, exposant des populations vulnérables à des dépenses catastrophiques.

## Les partenaires techniques et financiers (PTF)



**27%**

[+17% de 2022 à 2023]

La dépendance accrue vis-à-vis des PTF fragilise la durabilité du financement des programmes de santé de la reproduction, notamment dans le contexte de réductions importantes de l'APD.<sup>9</sup>

## l'état



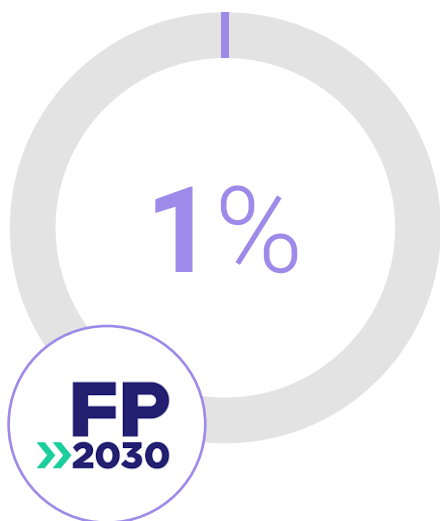
**30%**

[+53% de 2022 à 2023]

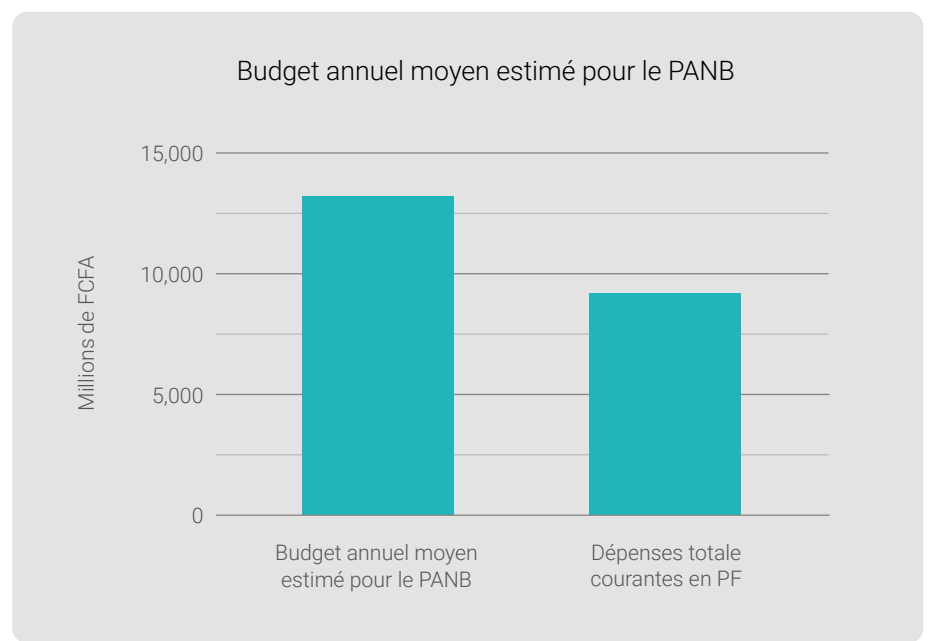
La part du financement public augmente, reflétant un engagement politique croissant. Cependant, la contribution reste faible par rapport aux besoins.

## Dépenses en planification familiale (PF) au Sénégal

En 2022 et 2023, la PF représentait **1%** des dépenses totales de la santé.<sup>7</sup>



**Engagement FP2030 :** D'ici 2030, le Sénégal s'est engagé à assurer la souveraineté fiscale annuelle, en passant par une augmentation de 20% de la contribution de l'Etat évaluée à 500 millions FCFA pour l'accessibilité et la disponibilité des contraceptifs.<sup>10</sup>



Le Plan d'Action National Budgétisé de FP (PANB) requiert une mobilisation moyenne de 13,3 milliards FCFA par an.<sup>8</sup> En 2023, les dépenses totales courantes en planification familiale étaient de 9.2 milliards de FCFA, soit **69%** des besoins déclarés.<sup>7</sup>



## D'où proviennent la plupart des fonds destinés à la planification familiale en 2023?<sup>7</sup>

Les partenaires techniques et financiers (PTF)



**74%**

[+43% de 2022 à 2023]

Les PTF constituent la principale source de financement de la PF. Leur forte implication permet d'assurer la disponibilité des produits contraceptifs et des programmes de communication, mais traduit aussi une fragilité structurelle.

Les ménages



**20%**

[+3% de 2022 à 2023]

Le poids des ménages dans le financement demeure significatif. Cela révèle un risque d'inégalités d'accès et expose les populations vulnérables aux dépenses catastrophiques.

l'Etat



**4%**

[aucun changement de 2022 à 2023]

La part du financement public pour la PF est restée très faible et stagnante. Avec un total de 354 millions FCFA en 2023, ce montant reste nettement inférieur (-41%) à l'engagement du FP2030 de 500 millions FCFA par an.

Les changements dans le paysage international du financement constituent un obstacle majeur à la réalisation des objectifs du Sénégal dans le cadre du programme FP2030. Par exemple, entre 2017 et 2022, l'USAID a fourni un total de 36 millions de produits d'une valeur de 8 millions de dollars américains. La fermeture de l'USAID et la réduction du financement d'autres bailleurs laissent un déficit de financement important.<sup>11</sup>

## À quoi sont principalement consacrés les budgets courants de la planification familiale?<sup>7</sup>

Rémunération des employés

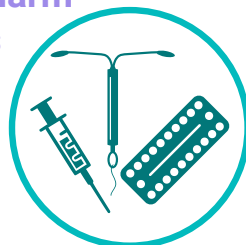


**22%**

[+45% de 2022 à 2023]

Le paiement du personnel de santé constitue une dépense importante et croissante, mais elle reste insuffisante pour assurer la qualité et la disponibilité des services, surtout en zones rurales.

contraceptifs et autres produits pharmaceutiques



**39%**

[+2% de 2022 à 2023]

La répartition des dépenses met la priorité à l'accès aux produits donnée à l'accès aux produits contraceptifs, ce qui est positif mais doit être accompagné d'un investissement équilibré dans la création de la demande (communication, plaidoyer).

Services non sanitaires



**32%**

[+75% de 2022 à 2023]

Les services non sanitaires, qui comprennent les coûts de fonctionnement tels que la gestion, l'administration et la distribution des fournitures, représentent 1/3 des dépenses et ont considérablement augmenté de 2022 à 2023.

## Messages clés :



Le renforcement du financement public de la santé (à 5% du PIB) est indispensable pour garantir la souveraineté sanitaire et pour réduire la charge financière des ménages.



Une priorité accrue doit être accordée à la SR et à la PF dans le budget de la santé, conformément aux engagements du FP2030, surtout dans le contexte d'un soutien réduit des PTFs.

## Actions urgentes :



Renforcer le plaidoyer afin que le gouvernement national et les autorités locales augmentent leur contribution à la SR, par :

- Développer un dossier d'investissement pour la PF, démontrant son importance pour réduire les coûts de santé<sup>12</sup> et contribuer aux résultats en matière de santé et au développement socio-économique
- Organiser des tables rondes avec la participation des médias, de la société civile et de l'Assemblée nationale.



Dans le cadre du Comité National de Pilotage Multisectoriel de la santé reproductive, assurer le suivi budgétaire afin d'améliorer la gouvernance et la redevabilité pour optimiser l'utilisation des ressources et renforcer la confiance des PTF.



Explorer les possibilités de générer des revenus (par ex. le biais de la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) et des collectivités territoriales) et améliorer l'équité (par ex. l'expansion de l'assurance maladie ou les subventions aux ONG).

## References

1. <https://data.worldbank.org/indicator/SH.XPD.GHED.PP.CD?end=2022&locations=SN&start=2000&view=chart>
2. <https://www.cambridge.org/core/journals/health-economics-policy-and-law/article/raising-more-domestic-money-for-health-prospects-for-low-and-middleincome-countries/74508630C59CC88BA889A29E824A0CDA>
3. <https://data.worldbank.org/indicator/SH.XPD.GHED.GE.ZS?locations=SN>
4. <https://iris.who.int/bitstream/handle/10665/341162/WHO-HSS-HSF-2010.01-eng.pdf>
5. <https://data.worldbank.org/indicator/SH.XPD.GHED.GD.ZS?locations=SN>
6. <https://resyst.lshtm.ac.uk/resources/a-target-for-uhc-how-much-should-governments-spend-on-health#:~:text=What%20percentage%20of%20GDP%20should,6%2D7%25%20of%20GDP>
7. <https://p4h.world/en/documents/senegal-health-accounts-report-2022-2023/>
8. <https://partenariatouaga.org/wp-content/uploads/2025/04/PANBPF-2024-2028-25122024.pdf>
9. [https://www.oecd.org/content/dam/oecd/en/publications/reports/2025/06/cuts-in-official-development-assistance\\_e161f0c5/8c530629-en.pdf](https://www.oecd.org/content/dam/oecd/en/publications/reports/2025/06/cuts-in-official-development-assistance_e161f0c5/8c530629-en.pdf)
10. <https://www.fp2030.org/fr/commitment-maker/senegal/>
11. [https://www.ghsupplychain.org/sites/default/files/2023-05/SenegalImpactBrief\\_2023\\_ENG\\_final.pdf](https://www.ghsupplychain.org/sites/default/files/2023-05/SenegalImpactBrief_2023_ENG_final.pdf)
12. <https://options.co.uk/publication/making-the-case-for-increasing-domestic-investment-in-priority-health-services/>

Women's Integrated Sexual Health (WISH2) West and Central Africa (WACA) is a joint program delivered by MSI Reproductive Choices, Ipas, Options, RAES, Sightsavers, and WiLDAF-AO and funded by UKID.